

ordonnance de l'Assemblée Municipale réglant la procédure des élections, qui, en vertu de la Constitution provisoire devaient être tenues 2 ans après l'entrée en fonctions du Magistrat et de l'Assemblée Municipale en exercice. (C'est-à-dire en Novembre 1948). Les trois Commandants des secteurs occidentaux donnèrent immédiatement leur approbation. Après un délai de près d'un mois, le Général KOTIKOV répond en posant quatre conditions tout à fait inacceptables à l'organisation des élections du 5 Décembre. Ces conditions sont :

1) Les "unions démocratiques" telles que le FDGB, le Kulturbund, le Mouvement du Congrès du Peuple, doivent à nouveau être autorisés dans les secteurs occidentaux.

2) Les prétendues persécutions des membres de ces unions doivent cesser et les membres soi-disants en prison doivent être immédiatement relâchés.

3) Toutes les prétendues organisations militaristes et fascistes doivent être abolies dans les secteurs occidentaux et leur propagande doit cesser.

4) L'unité de la police, de l'économie et de l'administration de Berlin doit être rétablie.

24 Octobre 1948

L'Adjoint du Commandant soviétique adresse une lettre au Gouvernement de la ville à la suite de l'instance ouverte par le tribunal militaire des Autorités soviétiques contre un grand nombre de fonctionnaires berlinois de premier plan, (Ernst REUTER, Otto SUHR, Dr. FRIEDENSBURG, Franz NEUMANN, Kurt HATTICK, Rudolph MARCKEWITZ) accusés d'être des instigateurs de guerre. Ces hommes politiques sont accusés d'avoir prononcé des discours invitant la population à se livrer à des actes de violence au cours des manifestations populaires du 9 Septembre mentionnées plus haut.

25 Octobre 1948

L'Assemblée Municipale prend note du fait que le Général KOTIKOV, par sa réponse, a rendu impossible les élections en secteur soviétique, prévues pour le 5 Décembre. L'Assemblée prescrit au Gouvernement de la ville d'établir un règlement permettant aux représentants du secteur soviétique de conserver leurs sièges jusqu'à ce que les élections puissent être tenues dans ce secteur.



25 Octobre 1948

Les Autorités soviétiques refusent de reconnaître la suspension de M. SCHMIDT par l'Assemblée Municipale et accusent le Gouvernement de la ville de vouloir exclure les représentants ouvriers de l'administration. Elles prétendent également que les fonctionnaires de la ville comptent sur une rupture complète dans le Gouvernement de la ville et sur l'établissement d'une autorité séparée dans les secteurs occidentaux.

... 25 Octobre 1948

Les Autorités militaires soviétiques prennent de nouvelles mesures en vue d'arrêter la circulation dans le secteur américain, sur la voie ferrée de Wittenwald à Templehof; à cet effet, ils donnent l'ordre aux cheminots allemands de démonter la voie ferrée entre la gare de Schoenfeld et le secteur américain.

26 Octobre 1948

M. FLEISCHMANN (SPD) est nommé au poste de Directeur du Département du Travail par l'Assemblée Municipale.

31 Octobre 1948

L'Adjoint du Commandant soviétique prétend que les élections par secteur seraient anti-constitutionnelles, puisque les députés doivent être élus sur la base d'une liste unique par parti, pour l'ensemble de la ville. Si les élections étaient tenues dans les secteurs occidentaux seulement, le Gouvernement de la ville porterait seul la responsabilité de la coupure de la ville. Les Autorités soviétiques réclament des élections uniformes pour l'ensemble de Berlin.

1er Novembre 1948

La préparation des élections dans le secteur soviétique est interrompue.

4 Novembre 1948

Le Maréchal SOKOLOVSKY émet l'ordre N° 172, acceptant la proposition du "Congrès du Peuple allemand" visant à l'attribution d'une carte d'identité unique pour la population de la zone soviétique et pour celle de la ville de Berlin. La nouvelle carte d'identité devra être délivrée, à partir du 1er Décembre, à tous



les habitants de l'ensemble de cette région, âgés de plus de 15 ans. Des renseignements nombreux sont exigés pour l'établissement du nouveau document (carte d'identité actuelle, extrait de naissance, livret de travail, etc...); des amendes sévères sont prévues pour tous ceux qui s'abstiendront de réclamer le nouveau document ou hébergeront une personne dépourvue de ce document. Entre 85.000 et 110.000 résidents des secteurs occidentaux travaillent dans le secteur soviétique ou dans la zone soviétique.

8 Novembre 1948

Les Autorités soviétiques forcent M. FLEISCHMANN, le nouveau Chef de l'administration du Travail, à renoncer à la conférence de presse qu'il voulait donner à l'Hôtel Municipal. Elles considèrent que le fait de tenir cette conférence est "inamical", puisqu'elles continuent à reconnaître M. SCHMIDT.

8 Novembre 1948

Le "Bloc démocratique" fait une déclaration condamnant les élections qui devaient être tenues le 5 Décembre dans les secteurs occidentaux comme contraires à la Constitution et donc nulles. Une déclaration analogue est faite par JENDRETSKY, le nouveau Président du parti d'unité socialiste.

8 Novembre 1948

De nouvelles mesures sont annoncées par les Autorités soviétiques en vue de contrôler les transports de marchandises entre le secteur soviétique et les secteurs occidentaux de Berlin. Six points centraux sont établis afin de protéger l'économie du secteur soviétique et de la zone soviétique, pour exercer le contrôle le plus étroit sur tout mouvement de marchandises vers les secteurs occidentaux. A l'avenir, pour les matériaux de construction et les produits industriels, des permis spéciaux, signés par le chef du Comptoir des Industries et du Commerce et timbrés par cet Office, devront être obtenus. Pour les produits alimentaires, les permis devront être demandés à l'Office alimentaire du secteur soviétique.

14 Novembre 1948

Le Commandant par intérim du secteur soviétique YELISAROV, accuse par lettre, le Dr. FRIEDENSBURG d'avoir rejeté la proposition du Commandant soviétique, en vue de l'organisation d'élections uniques et démocratiques à Berlin, dans le but de tenir des élections séparées le 5 Décembre dans les secteurs occidentaux.



16 Novembre 1948

L'Adjoint du Commandant soviétique ordonne le renvoi :

1°) du Professeur Ernst REUTER, Directeur du Département du Transport et des Services Publics du Gouvernement de la ville, "en vue d'assurer le travail normal" de ce Département. Cette décision est motivée par l'incompétence de l'intéressé et par le fait qu'il ne se présente pas à son bureau dans le secteur soviétique;

2°) du Conseiller Municipal KLINGELHOEFER, Directeur du Département des Affaires Economiques du Gouvernement de la ville, également parce qu'il s'est mal acquitté de sa tâche.

Les Autorités soviétiques nomment l'ingénieur SCHLICHE (Directeur du Département de l'Electricité et de l'Eau) aux fonctions du Professeur REUTER et le Directeur du Magistrat DUSISKA (parti d'unité socialiste) aux fonctions de M. KLINGELHOEFER (les Autorités soviétiques ont ainsi pour la première fois révoqué directement et unilatéralement un Conseiller Municipal. Ils avaient, déjà, il est vrai, sous divers prétextes, empêché les chefs de trois autres Départements d'exercer leurs fonctions pour l'ensemble de la ville (Postes, Ravitaillement et Travail). Ils avaient également provoqué la rupture de l'administration de la police. L'Assemblée Municipale, le 18 Novembre, adopte à l'unanimité une résolution autorisant le Gouvernement de la ville à refuser d'exécuter ces deux ordres de révocation des Autorités soviétiques.

18 Novembre 1948

La presse de Berlin signale la signature, le 4 Novembre, par le Maréchal SOKOLOVSKY, de l'ordre N° 172, mentionné ci-dessus, prévoyant l'attribution de documents d'identité uniques pour toute la population de la zone soviétique et de Berlin. Il est indiqué que toute personne ne demandant pas l'attribution du nouveau document, ou trouvée en zone soviétique sans ce document, sera passible d'une peine de prison de deux semaines ou d'une amende de 150 Marks. Une amende de 10.000 Marks ou une peine de prison sera infligée à quiconque donnera asile à une personne non munie de ce document.

26 Novembre 1948

Le procès du Dr. MUECKENBERGER, ancien Directeur de l'Office Principal du Charbon du Magistrat, commence devant un tribunal militaire soviétique. Le Dr. MUECKENBERGER est accusé d'avoir saboté le 5ème



distribution de charbon en Février 1947, de ne pas avoir exécuté les ordres soviétiques et d'avoir continué ses fonctions après avoir été révoqué par un ordre de l'administration militaire soviétique.

27 Novembre 1948

4.000 membres de la police du peuple, sous patronnage soviétique, de la police des chemins de fer, et d'autres organisations ou groupes sous patronnage soviétique, se réunissent en vue de réclamer l'arrestation du Dr. FRIEDENSBURG, Maire intérimaire et du Dr. STUMM, Président légal de la police.

28 Novembre 1948

Le Dr. MUECKENBERGER, Chef du Département du Charbon du Magistrat, est condamné par le tribunal militaire soviétique pour sabotage à une peine de prison de 3 mois et 25 jours.

29 Novembre 1948

Le Maréchal SOKOLOVSKY, dans une lettre aux Commandants en Chef occidentaux, accuse ces derniers d'avoir autorisé les élections dans les secteurs occidentaux dans le seul but de provoquer la coupure de Berlin. Commentant ces accusations, le Commandant en Chef américain déclare que les élections sont, de toute évidence, une affaire allemande et que les Puissances occidentales n'encouragent ni ne découragent le vote.

29 Novembre 1948

L'Adjoint du Président de l'Assemblée Municipale GESCHKE (SED), convoque une réunion spéciale de l'Assemblée le 30 Novembre en secteur soviétique. Les membres du soi-disant bloc démocratique et des organisations sous patronnage soviétique, telles que le FDGB, le DFB, le Kulturbund, le FDJ, le VVN, sont appelés à participer à cette réunion.

30 Novembre 1948

La formation d'un Gouvernement séparé de la ville dans le secteur soviétique est annoncée au cours d'une courte session de la fraction SED de l'Assemblée Municipale et des représentants du soi-disant bloc démocratique. Ce Magistrat séparé est



un Gouvernement de "bloc" et composé de personnalités de tous les partis politiques patronnés par les Soviétiques ainsi que des organisations soi-disant non politiques. Le SPD est également soi-disant représenté par des personnalités qui avaient été auparavant expulsées du parti. Le nouveau Magistrat est déclaré provisoire, en attendant des élections organisées par les Soviétiques; il réclame déjà le droit d'étendre sa juridiction à tout Berlin.

30 Novembre 1948

Dans une lettre adressée au trois Commandants des secteur occidentaux, OTTOMAR GESCHKE, Adjoint du Président de la nouvelle Assemblée, demande la reconnaissance de cet organisme par les Puissances occidentales, prétendant que le Gouvernement légitime de la ville "avait constamment violé la Constitution de 1946 et négligé les intérêts vitaux de la population de Berlin". Il déclare en outre, que le bloc démocratique de Berlin était obligé de procéder à la formation d'un Magistrat "démocratique", en vue de sauvegarder l'unité administrative et de préparer des élections démocratiques pour l'ensemble de la ville.

1er Décembre 1948

Les trois Commandants en Chef occidentaux, dans des lettres identiques, rejettent les allégations du Maréchal SOKOLOVSKY, suivant lesquelles les Puissances occidentales contribueraient à la division de Berlin, en autorisant les élections municipales du 5 Décembre 1948. Ils font observer que les élections étaient organisées conformément à la Constitution provisoire approuvée par les quatre Puissances occupantes, qui fixait en 1948 les élections pour une nouvelle Assemblée Municipale. Les trois Commandants en Chef occidentaux font valoir également toutes les révocations illégales et arbitraires, dans le secteur soviétique de Berlin, des fonctionnaires municipaux régulièrement élus, révocations qui avaient eu lieu avec l'approbation tacite des Autorités soviétiques, qui, en fait, étaient responsables de la division de l'administration de la ville.

2 Décembre 1948

Le Commandant soviétique par intérim, Colonel Alexis JELISAROV, informe OTTOMAR GESCHKE, Président de la nouvelle Assemblée du secteur soviétique, de la reconnaissance par les Autorités soviétiques de cet organisme./.